

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

charrettes et réglements de compte

l'état- giscard

éditorial par bertrand renouvin

Qui niera désormais la réalité du changement ? Sans doute celui-ci n'affecte pas le domaine économique et social, où l'illusionnisme tient lieu de politique. Mais au niveau de la haute administration, le bouleversement est indéniable. Depuis dix jours, c'est l'ébranlement des « charrettes », la valse des têtes, la grande épuration de tous ceux qui déplaisent à M. Giscard. On avait commencé, dès la mi-juin, par remercier M. Wormser, gouverneur de la Banque de France, qui avait osé critiquer la politique économique du nouveau Président. C'est maintenant le tour de MM. Bloch-Lainé, La Martinière, Arpaillange, et de l'amiral Sanguinetti. Il ne s'agirait, paraît-il, que d'un début.

Du côté du Pouvoir, on ne manque pas d'invoquer les beaux impératifs de

la « discipline » et du « rajeunissement ». Ainsi, M. Bloch-Lainé n'aurait pas respecté les mesures d'encadrement du crédit prises en décembre dernier. Mais pourquoi sanctionner le seul président du Crédit Lyonnais, alors que les autres banques nationalisées ont fait preuve de la même indiscipline ? Quant au rajeunissement des grands commis, il ne paraît pas décisif puisque les nouveaux promus ont entre 59 et 61 ans.

En fait, les véritables motifs de l'épuration ne sont pas techniques, mais politiques — voire même familiaux : Dominique de La Martinière avait été pendant la campagne électorale le trésorier de Chaban-Delmas, candidat qui avait la sympathie de Bloch-Lainé. Le vice-amiral d'escadre

Antoine Sanguinetti, qui devait normalement succéder à l'amiral de Joybert comme chef d'état-major de la marine s'est vu préférer le vice-amiral Joire-Noulens. Il est vrai qu'Antoine Sanguinetti est le frère du secrétaire général de l'U.D.R., ce qui paraît suffisant pour l'écarter d'une façon particulièrement insultante. En outre, de mauvaises langues prétendent que la nomination de Jacques Chaine à la tête du Crédit Lyonnais sera particulièrement bénéfique à François Giscard d'Estaing : le cousin du Président se verrait appelé à la présidence de la Banque française pour le Commerce extérieur, que vient précisément d'abandonner M. Chaine.

(Suite page 3.)

pour fêter la saint-henri

C'était une tradition royaliste, au temps de la naissance de l'Action française, d'honorer la fête patronymique du Prince prétendant. A l'époque, c'était la Saint-Philippe, au 1^{er} mai, ce qui tombait bien pour un duc d'Orléans qui figurait l'espoir de résoudre enfin la question sociale. Ce jour était un jour de fête, et la Jeunesse royaliste le savait bien. Parmi les danses et les rires, on faisait le bilan des combats, mais l'on buvait au Roi !

Au Roi, car Maurras lui-même disait : « Si l'on veut aller jusqu'au fond de son âme, Monseigneur le duc d'Orléans n'était pas un prétendant. C'était un Roi. » C'est à lui et à ses idées, et non à l'Action française que ce même Maurras, toujours en 1926, liait le renouveau du royalisme : « Idées bien en avance sur leur temps, quelle fortune elles ont faite ! Quelle pénétration profonde dans toutes les couches de la population ! »

Les royalistes socialement haut placés ignorent trop ces magnifiques répercussions de la plus royale des paroles. Elle est allée au cœur d'un grand nombre de ces bons Français que l'on appelle de petites gens, sans doute parce qu'ils ont l'esprit fier et le cœur généreux. Le nationalisme ardemment populaire et, si j'ose ainsi dire, démophile du Prince eut pour effet direct, graduel et profond d'affranchir la notion de royauté. A dater du duc d'Orléans, on n'était plus royaliste parce que l'on était né tel : on se disait tel du fait qu'on était né Français. Qu'importait la condition, la fortune, le rang ! »

Ces réflexions de Maurras pourraient paraître curieuses si elles étaient isolées. En fait, dès l'Enquête de 1900, Maurras fait revenir au Prince ce qu'on aurait pu attribuer à l'empirisme organisateur : le rôle de l'Action française fut de recueillir et de mettre en ordre ce qu'une foule de bons esprits avait découvert avant elle.

Et puis ce fut la Saint-Jean ; et nous fêtons toujours la Saint-Henri.

Au 13 juillet, elle côtoie la fameuse fête de l'aveuglement bourgeois, image du régime qui nous gouverne, où l'on tue, où l'on exploite. Comme on préfère fêter un Henri de France, un Henri IV par exemple, qui était, au contraire, un homme de conciliation, à la fois ferme et souple, rassembleur, justicier et gai luron ! C'est cela la monarchie. Rien à voir avec les parvenus en veston et leurs émules pudibonds.

Le Comte de Paris est notre Prince Henri. C'est lui que nous fêtons, et notre combat quotidien au service de la royauté lui traduit notre attachement. Merveille de la cause royale qui rait de l'institution visée une famille et une personne admirées. Et quelle personne quand il s'agit du Comte de Paris ! Maurras avait deviné le génie du Roi dans le Dauphin auquel il dédia son « Au Signe de Flore » en 1931, où il raconte les débuts de l'Action française.

QUI EST LE COMTE DE PARIS ?

Merry Bromberger, en 1956, le campe ainsi : « L'héritier des rois déconcerte facilement ceux qui l'approchent par la complexité de son caractère.

Pour commencer, c'est un homme désespérément sérieux. Désespérément parce qu'en France, ce n'est pas le sérieux qui est le plus populaire. Sa conscience professionnelle étonne ses collaborateurs. Il est méticuleux et infatigable...

En même temps, il a un charme indéniable et un faible de normalien pour les canulars et les faces énormes.

Le descendant de Henri IV est un père de famille jovial et un prétendant non conformiste. Il est persuadé que la monarchie est le meilleur des principes de gouvernement. Mais il n'a pas pour elle une telle révérence qu'elle lui interdise de penser à servir son pays dans le cadre républicain.

Il n'a rien d'un prétendant romantique, d'une allégorie de clair de lune. C'est un réaliste. Il sait conduire et réparer un tracteur, aider une vache à vêler, administrer une propriété. Il est ami du concret, des chiffres... Il sait compter. Il a horreur de la poudre aux yeux, de l'artificiel, du gaspillage, du faste inutile. Il ne porte pas de panache dans sa serviette. Il est désintéressé aussi. Il n'exploite pas un passé qui est celui de la France, une légende. Il ne distribue pas de décorations. Il n'en vend pas non plus. En politique, c'est un empirique. Il tient compte des hommes et des contingences plus que des idées qui leur servent de déguisements. Il a une admiration profonde pour Louis XI. « La politique, dit-il volontiers, est une affaire de pratique plus que de doctrine ».

UN AUTRE MAURRAS : SOUSCRIPTEURS ATTENTION !

Le livre de Gérard Leclerc : « Un autre Maurras » paraîtra dans les derniers jours de juillet.

Compte tenu des délais postaux il ne parviendra aux souscripteurs que dans la première semaine du mois d'août.

Pour éviter que des envois ne s'égarer, indiquez-nous l'adresse exacte où il doit être expédié (si cette adresse est différente de celle portée sur votre bulletin de souscription) ou bien faites-nous savoir si vous souhaitez que votre exemplaire ne soit envoyé qu'au mois de septembre.

Ecrire à : I.P.N. - Diffusion B.P. 558.
75026 - Paris. Cédex 01.

Il a sur lui une autorité de fer, ayant subi un entraînement princier aussi ferme qu'un dressage...

Le Comte de Paris a une pratique exceptionnelle du monde. Ses rencontres avec le Pape, les rois, les chefs d'Etat et de gouvernement, les ambassadeurs sont pour lui monnaie courante. Il est cependant physiquement beaucoup plus à l'aise avec un paysan — un vrai — un ouvrier, un artisan qu'avec un financier. Il est plus confiant, plus cordial avec eux. Il a une sensibilité de gauche dont les sympathies vont naturellement à l'homme du peuple. Il est gêné avec les gens d'argent qui ne vivent que pour l'argent.

On pourrait lui faire le reproche d'être trop bien élevé. Il a une délicatesse, un tact qui lui interdisent d'employer dans la conversation un mot, une phrase qui pourraient heurter. Il se met toujours à la place des autres. Ses collaborateurs lui font volontiers grief d'être trop bon...

Nous l'avons dit réaliste. Mais c'est en même temps un idéaliste. Il est « très chrétien » à la mode de saint Louis. Il est en même temps très « Jaurès ». Socialiste évangélique, il met la justice au-dessus de l'ordre. Il est humain. Il partage les émotions, les révoltes, les peines, les revendications des petits. Il est pour les faibles, les opprimés. Sa doctrine de la monarchie est essentiellement affective. Pas de système. L'amour d'un peuple pour une famille et l'amour de cette famille pour toutes les familles de ce peuple sont les plus sûrs garants, à son avis, du bonheur de la nation. Et il ne voit rien de plus essentiel dans la monarchie.

Il a horreur du convenu, du sophistiqué, du cérébral. Mais en même temps, il a un goût prononcé pour la métaphysique. Un grain de blé qu'il soupèse dans sa main et sa pensée monte à la philosophie. Les débats d'ordre pratique, il les élève très rapidement à la discussion d'idées.

Il a eu très jeune la tendance des intellectuels à tout régler par des constructions de l'esprit. Il avait établi à vingt-quatre ans un système d'état corporatif dont les moindres mécanismes étaient prévus. Il en est revenu. Il l'a écrit très franchement.

Le texte est admirable, et il conserve après presque vingt ans l'adéquation à la personnalité de notre Prince Henri.

Mais n'est-ce pas lui qui doit attirer les dévouements et les pensées ? N'est-ce pas lui qui demeure l'espoir de notre pays, qui incarne la seule autorité pouvant résoudre la crise française actuelle ? Et il tient son autorité à la fois de sa position de naissance (car ce n'est pas 50,2 % des suffrages qui l'octroyent) et de son propre caractère, celui-là même que Maurras admirait (même au temps des malentendus). Contrairement à toutes les ironies des journaux bourgeois, si des royalistes peuvent, en République, avoir des options tactiques divergentes, aucun ne choisit son prétendant : c'est le Prince qui, par son action et son existence mêmes, attire et saisit les énergies françaises. Comme pour l'Action française le duc d'Orléans, c'est aujourd'hui le comte de Paris qui suscite et donne sens au combat de la Naf, car on ne peut concevoir des royalistes sans Roi.

Ph. VIMEUX

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

brejnev en sursis?

Au lendemain du sommet Nixon-Brejnev, chacune des parties présentes à Moscou fait ses comptes. Face à Nixon dont la mauvaise posture n'est plus à souligner, Brejnev a-t-il une situation plus enviable ?

Tant sur le plan intérieur qu'extérieur, le Secrétaire général du P. C. soviétique s'est montré incapable de résoudre les grands problèmes du moment.

L'ECHEC DU PROJET DIPLOMATIQUE

A l'extérieur, l'ensemble des projets diplomatiques sur lesquels Brejnev avait fondé son autorité paraît menacé. La détente marque le pas. Le récent sommet en est la preuve éclatante, puisque aucun accord réellement important n'a pu être conclu. Pour ne pas décevoir, on en est venu à affirmer que la limitation des armements offensifs, question complexe, ne se fera que « pas à pas ». Mais dans ce cas, c'est une technique qui relève plus de pourparlers longs et discrets que de courts sommets publicitaires. Sur d'autres plans, la diplomatie soviétique n'est pas mieux lotie. Le projet de sécurité collective asiatique, invention de Brejnev, rejoint peu à peu les oubliettes, tandis que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe butte inmanquablement sur la méfiance des Occidentaux. On s'achemine dans ce dernier cas vers un compromis bâtarde que les Occidentaux pourraient, en cas de besoin, signer pour venir au secours de M. Brejnev, pris à partie par un groupe de pression rival au sein du Politbureau. Après tout, même avec ses défauts, l'actuel Secrétaire du P. C. soviétique vaut mieux qu'un idéologue ou un « dur ». On en est très conscient à Washington.

Au Proche-Orient, la défaite diplomatique soviétique est encore plus cinglante. Face à la souplesse de la diplomatie du dollar, le premier Etat communiste du monde mène une action sans subtilité, incapable de s'adapter aux conditions du moment. C'est en partie ce qui explique le recul des positions russes au Proche-Orient. D'ailleurs, ce phénomène s'observe dans l'ensemble du tiers-monde à de rares exceptions près. S'il est vrai que l'U.R.S.S. a pris une grande part dans le développement des luttes en Angola et au Mozambique (encore que ceci ne présage en rien de la solidité des positions soviétiques au moment de l'indépendance de ces états), la perte d'influence du Kremlin reste considérable. Cet état de choses a été consacré avec éclat lors de la conférence des pays non-alignés à Alger. L'U.R.S.S. qui a toujours voulu voir dans ces pays un vivier dans lequel puiser de nouveaux alliés, s'est pourtant vu opposer une grande méfiance. Les Chinois n'y étaient pas pour rien. Désormais l'Union soviétique peut être assurée de se trouver, pour quelque question que ce soit, en rivalité avec la Chine.

Brejnev n'a pas su non plus régler l'omniprésente question chinoise. Tout indique qu'il n'y parviendra pas plus à l'avenir. Faute d'hésitations et d'initiatives impulsives, la politique de Brejnev n'a jamais su se résoudre à prendre les décisions qu'imposaient les circonstances. Face au brûlant problème chinois, le Kremlin, une fois de plus, manifeste son immobilisme.

Tout se passe donc comme si l'U.R.S.S., ayant perdu son message révolutionnaire, ne parvenait plus à séduire les Etats du tiers-monde et était réduite à organiser de brillantes rencontres avec le géant américain. Diplomatie qui ne résout rien.

SUCCES COMMERCIAUX ?

Quant à la coopération économique, c'est le domaine où les choses marchent le mieux, semble-t-il. Pourtant le tableau est loin d'être entièrement positif. Après une première étape enthousiaste due aux perspectives de contrats mirifiques, les échanges connaissent vite leurs limites. Les Japonais, peu désireux de s'engager seuls en Sibérie, soumettent leur aide à une participation américaine. Mais les hommes d'affaires américains, réputés dynamiques, se montrent en l'occurrence prudents ou... peu intéressés. C'est encore avec l'Allemagne fédérale que la coopération tourne le mieux. De même, la France et l'Italie, moins ambitieuses au départ, ont néanmoins réussi à se tailler une part non négligeable.

Mais dans le domaine économique et commercial, un gros point noir subsiste. Le Sénat américain n'a pas encore accordé la clause de la nation la plus favorisée, qui mettrait l'U.R.S.S. à l'égal des autres partenaires. Et les Soviétiques prennent l'affaire très au sérieux. Rares sont les articles de la presse soviétique qui ne fassent allusion — sous une forme plus ou moins directe — à cette clause. D'où une grande irritation teintée d'amertume. Faire la cour aux Américains est une bonne chose, mais l'opération doit être fructueuse.

Le Sénat américain conditionne l'attribution de cette faveur à la libéralisation intérieure en U.R.S.S. pour ce qui est de l'émigration des Juifs. C'est que le problème juif, comme le problème de toutes les autres minorités, est loin d'être résolu. La montée des nationalismes n'a pas épargné l'U.R.S.S. De l'Ukraine à la Géorgie en passant par les républiques baltes des signes toujours plus nombreux démontrent l'incapacité du régime soviétique et de M. Brejnev à désamorcer les revendications nationales. Parallèlement au problème des nationalités, se développe le douloureux phénomène des contestataires. Les asiles psychiatriques, camps de concentrations et autres exils n'y changeront rien.

L'U.R.S.S., à l'abri des grandes crises du monde capitaliste n'en connaît pas moins des problèmes économiques propres. Croissance lente de l'économie, lourdeur de l'appareil de gestion, agriculture chancelante, ce n'est pas non plus dans ce domaine que M. Brejnev pourra trouver des laudateurs.

Pourtant, malgré tous ces échecs et ces manquements, Brejnev tient. Il demeure solidement à la tête du pays, et rien n'indique que la situation changera.

Peut-être l'absence de décisions réelles, l'immobilisme inhérent à Brejnev vont-ils décapiter la direction soviétique au profit d'une autre tendance ? Dans ce cas, combien de temps reste-t-il à M. Brejnev ? Sa vie politique pourrait n'être guère plus longue que celle du compère Nixon.

Youri ALEXANDROV



Avec ses princes et son grand vizir, son favoritisme familial, ses ministres incapables ou trop dépendants du système, la VI^e République giscardienne prend décidément des allures de despotat oriental. Il n'y manque pas même le mépris des gens : en témoigne l'éviction de Pierre Arpaillange, qui s'était fait le défenseur d'une conception humaine de la justice. Il n'y manque pas même le pur cynisme, puisque le candidat Giscard avait, pour grappiller quelques voix supplémentaires, fait miroiter l'attribution d'un poste ministériel à l'ex-directeur des affaires criminelles.

Nous trompions - nous tellement quand nous dénoncions, pendant la campagne présidentielle, la dictature d'une caste trop obnubilée par ses propres intérêts pour se soucier de l'avenir de la nation et du sort de ses citoyens ?

Bertrand RENOUVIN

la j.o.c. et le pa

● Après le succès du Rassemblement de la J.O.C. à Paris, la N.A.F.-hebdo a rencontré un des dirigeants du mouvement : Jean Pouloin.

Q. - Que représente la Jeunesse ouvrière chrétienne en 1974 ?

R. - Environ cent cinquante mille jeunes travailleurs, garçons et filles, qui participent aux assemblées de masse dans l'année. Le mouvement est implanté chez les fils et les filles de travailleurs en école ou au travail. Egalement les apprentis, les chômeurs, les immigrés... La J.O.C. présente un double aspect : 1) présence dans le mouvement ouvrier que nous reconnaissons comme tel car nous partons des problèmes que rencontrent les jeunes travailleurs et nous faisons alliance avec les syndicats ou les partis pour les résoudre ; 2) rôle apostolique puisque pour nous les hommes sont tous les fils de Dieu, raison de plus pour qu'ils ne soient pas exploités. Ce deuxième aspect est fondamental.

Q. - Cette vocation apostolique de la J.O.C. est-elle reconnue par tous les militants ?

R. - L'Eglise a saisi avec retard les problèmes du monde ouvrier. Cette incompréhension n'a pas été sans conséquences. Certains travailleurs sont à la J.O.C. mais n'ont pas encore découvert la foi. Nous partageons avec eux ce que nous croyons, nous essayons de leur faire découvrir Jésus-Christ : cela fait partie de notre mission d'éducation. Mais il faut bien reconnaître que, de plus en plus, les jeunes travailleurs ne sont pas chrétiens.

Q. - Quelles sont vos relations avec la hiérarchie de l'Eglise ?

R. - Elles sont assez bonnes, comme le montre la présence de nombreux évêques à notre Rassemblement. On sait qu'il existe une jeunesse ouvrière dans l'Eglise. Nous essayons de construire à l'intérieur : nous voulons y jouer un plus grand rôle car de nombreuses adaptations sont nécessaires, dans ses structures, dans ses prises de position parfois... Il ne s'agit pas tant d'agrandir notre place dans l'Eglise que d'agrandir l'Eglise.

Q. - Quels sont vos grands thèmes d'action ?

R. - Ils sont nés des revendications mêmes de la jeunesse ouvrière et de l'expérience que nous en avons. Par exemple, les 40 heures pour tous — loi non encore appliquée — ; le relèvement du S.M.I.C. à 1 500 F pour vivre décemment ; la cinquième semaine de congés payés en hiver, nécessaire pour la santé des jeunes travailleurs ; revendications d'équipements collectifs, socio-culturels ou sportifs, accessibles, adaptés à l'implantation géographique et au besoin de responsabilité des jeunes travailleurs.

Signalons deux objectifs spécifiques à l'enseignement. D'abord la gratuité totale, inexistante dans les faits. Pour une famille ouvrière, une « rentrée » coûte environ 600 F pour un enfant. Et s'il y en a deux ou trois à la maison... Ensuite le contenu des cours : la culture diffusée à l'école, le langage même n'est pas celui de la famille. Il faudrait adapter l'enseignement à la vie, aux jeunes du monde ouvrier, par la reconnaissance d'une culture propre.

Enfin, nous revendiquons la création d'emplois sur place qui évitent aux jeunes travailleurs de se déraciner.

Mais réclamer ne suffit pas. Nous agissons pour aider les plus faibles à défendre leurs droits. Pour la première fois, il y a eu une rencontre nationale d'apprentis à la Mutualité à Paris. Même chose pour les malades et handicapés.

Les autres objectifs sont plus larges. Le mouvement doit élargir son audience, continuer ce qu'il a fait jusqu'ici comme mouvement ouvrier et comme mouvement apostolique. Le Rassemblement a connu un grand succès. C'est une étape.

Q. - Vous limitez-vous à des revendications quantitatives ?

R. - Les équipements collectifs, par exemple, sont le moyen d'une vie plus qualitative. Quand on pense que de jeunes gars de 14 à 17 ans font quelquefois 49 heures par semaine, ne faut-il pas supprimer cet abus pour parler de qualité de la vie ?

Q. - Mais n'avez-vous pas de grands thèmes de société ?

R. - En général, non. Nous posons d'abord les problèmes concrets, les « urgences ». Ce qui ne veut pas dire qu'on accepte la société telle qu'elle est...

Q. - Vous voulez donc changer la société ?

R. - Nous le disons dans nos réunions et rassemblements. Les médiocres conditions de vie des jeunes travailleurs ont des causes politiques : la société de profit qui réserve à quelques-uns le bénéfice du travail de tous. Il est évident que cela ne peut pas durer. Tout en trouvant des solutions aux problèmes déjà mentionnés, les jeunes travailleurs doivent découvrir en adultes qu'il faut se battre pour changer la société.

Q. - Avez-vous un schéma directeur pour opérer cette transformation ?

R. - Non. C'est aux jeunes travailleurs de le découvrir par eux-mêmes. La J.O.C. n'a jamais défini un type de socialisme. Mais depuis de nombreuses années, pas mal de militants issus de la J.O.C. prennent des responsabilités dans les organisations ouvrières et militent pour une société différente de celle-ci.

Q. - Alors, la J.O.C. est-elle un mouvement révolutionnaire ou simplement revendicatif ?

R. - Nous sommes « révolutionnaires » dans la mesure où les jeunes travailleurs s'organisent pour changer leurs conditions de vie, découvrent les vertus de la solidarité, donnent à l'argent et au travail une autre signification.

Q. - Pourquoi avez-vous invité les dirigeants de la gauche lors de votre Rassemblement ?

R. - Nous avons invité les partis politiques sans exclusive. Et aussi les Pouvoirs publics : le ministre du Travail, de l'Education nationale,

de la Jeunesse et des Sports. Ils n'ont pas daigné venir personnellement. Les partis ont été invités parce qu'ils luttent pour changer les conditions de vie des gens. Le Parti communiste a attaché de l'intérêt à notre rassemblement : il est venu.

Q. - Mais pourquoi, à votre avis, Georges Marchais s'est-il déplacé en personne ?

R. - Parce que la J.O.C. tient une grande place dans la jeunesse ouvrière de France. Il y a aussi des objectifs communs — enseignement, 40 heures pour tous, relèvement du S.M.I.C. — à tous les mouvements ouvriers.

Q. - Cela ne vous gêne pas ?

R. - Il est vrai que les « marxistes » n'ont pas la foi. Mais nous regardons objectivement le mouvement ouvrier : le Parti communiste est une force avec laquelle on doit compter. Cela ne nous gêne pas plus que d'autres chrétiens qui ne penseraient pas comme nous au sujet de l'action revendicative.

Q. - Faut-il rattacher cette visite de Georges Marchais à la déception des présidentielles et à l'absence de perspectives du « Système Giscard » pour les jeunes travailleurs ?

R. - Il n'est pas nouveau de la part de la J.O.C. de se situer dans l'ensemble du mouvement ouvrier.

Q. - Les mouvements ouvriers s'identifient-ils nécessairement à la gauche ?

R. - Actuellement, oui, je crois.

dialogue av

Une certaine droite ne manquera pas de se scandaliser en nous voyant donner la parole à un responsable de la J.O.C. ! La J.O.C. qui a accueilli lors de son rassemblement national Georges Marchais, secrétaire général du P. C. ! Scandaleux ! Oui, mais pas pour les raisons qu'avancent ces conservateurs dont l'égoïsme rend inévitable l'appel au P. C. par les responsables de la J.O.C.

La J.O.C. est un mouvement ouvrier. Elle doit donc en épouser les préoccupations. Or, actuellement, la césure de la France en deux blocs — dont l'un est dominé par une caste rétrograde — rend inévitable l'identification de la J.O.C. à la gauche. Au sein de cette gauche, le P. C. reste encore, surtout dans la classe ouvrière, l'élément moteur.

rti communiste

● **Jetés à corps perdu dans la bataille légale, les nouveaux communistes n'épargneront aucun effort dans une opération « new look » qui peut les mener très loin.**

L'opération « à cœur ouvert » du P.C., tout comme la présence de Georges Marchais au rassemblement de la J.O.C. s'inscrivent dans une stratégie que nous avons tenté d'analyser au plus juste depuis des années, sans être toujours bien compris. Les communistes avec leur passé, leurs ombres sanglantes, le fantôme de Staline, les vingt millions de victimes dénoncées par Soljenitsyne, ont bien du mal à passer pour des gens comme les autres. L'inconscient ne peut que réagir violemment avec une pareille collection de sinistres souvenirs. L'inconscient de la droite comme celui de la gauche. Et même celui d'une certaine ultra-gauche. C'est Gari, marxiste pourtant et rédacteur à *Libération*, qui écrivait : « **Est-ce qu'il y aurait dans la pensée marxiste un virus qui nous rend tous flics et procureurs les uns des autres ?** »

Comment oublier aussi, ce cri du cœur de Jean Daniel, lors du débat à la télévision sur l'archipel du Goulag : « **J'ai quelquefois, fort peu souvent, mais trop souvent, passé sous silence des horreurs révolutionnaires, pour ne pas conspirer à la joie de la droite. Mais cela c'est fini. Avec l'archipel du Goulag, je ne peux plus.** »

Et pourtant, il y a union de la gauche, et pourtant Marchais va au rassemblement de la jeunesse ouvrière chrétienne ! Et ceux qui ont fait l'alliance, me disait une vieille militante socialiste, seraient prêts à mourir pour la liberté ! Y aurait-il contradiction ? Ou alors, le parti communiste aurait-il réellement changé, se serait-il déstalinisé au point de devenir « tout autre ? » C'est notre analyse. Encore faut-il la

repandre dans sa trame exacte et mesurer les chances de ce parti nouveau.

THOREZ, WALDECK ROCHET, MARCHAIS

Généralement, on fait remonter le « changement » du parti à la déclaration de Waldeck Rochet le 17 mai 1964 au 17^e congrès. Répudiant solennellement la théorie stalinienne du parti unique comme condition obligatoire du passage au socialisme, le successeur de Maurice Thorez amorçait la stratégie de l'union de la gauche, rompant avec des décennies de pratique sectaire avec la menace sourde d'une entreprise « putschiste ».

Ce n'était pas tout à fait exact, si l'on songe que c'est depuis 1936 que le parti a choisi la voie parlementaire et qu'il y a toute chance pour que l'évolution actuelle corresponde tout à fait aux vœux de Maurice Thorez. Il ne faudrait tout de même pas oublier la participation des communistes au pouvoir à la libération ! (Les dirigeants actuels du P.C. ne se font pas faute de le rappeler...) Les témoins ont dit ou redit le sincère chagrin de Thorez, vice-président du Conseil obligé d'abandonner le pouvoir. Mais à l'époque régnait encore Staline, et le monolithisme du communisme international demeurait intact, d'autant plus que l'Union soviétique pouvait encore être détruite militairement.

Depuis, le polycentrisme a triomphé. Le parti communiste italien avec Togliatti a été l'un des premiers à l'émanciper, donnant à tous un exemple que les Français ne tarderaient pas à suivre. C'était le triomphe de la voie nationale de construction du socialisme. Entre temps, il y avait eu la mort de Staline, le fameux discours de Krouchtchev, mais également l'obtention des armes nucléaires par l'U.R.S.S. qui créait l'équilibre de la terreur.

Les obligations des partis communistes à l'égard de la « patrie du socialisme » ont donc changé de nature et aujourd'hui Maurice Thorez pourrait mener à sa guise la politique qu'il avait toujours préconisée d'une voie vers un modèle spécifiquement français de socialisme. A quelque quarante ans de distance, Georges Marchais renoue avec la politique de la main tendue, et les appels faits aux gaullistes partisans de l'indépendance nationale évoquent étrangement l'appel aux anciens combattants.

LA VOIE PARLEMENTAIRE

Le parti communiste a pris ses distances par rapport à Moscou, et a délibérément abandonné la voie putschiste pour l'obtention du pouvoir au sein d'une coalition présidentielle et parlementaire. Les résultats de l'élection présidentielle ont montré que le calcul n'était pas mauvais, et les plus récents sondages indiquent que les chances de la gauche, son emprise dans le pays ne font que grandir du fait de la polarisation et de l'écrasement de l'U.D.R.

Reste une question essentielle. Au sein de la coalition de gauche, dans quel sens jouera la dynamique du succès : en faveur du nouveau Parti socialiste ou en faveur des communistes. Le rôle fondamental joué par François Mitterrand a semblé donner jusqu'ici l'avantage au P.S. dont l'électorat a sensiblement augmenté. Pourtant, le secrétaire du P.S. devra un jour passer la main, et il n'est pas sûr que son successeur aura la même envergure. D'autre part l'appareil du parti de la cité Malesherbes n'a rien de comparable avec celui de la place du Colonel-Fabien d'une puissance incomparable. On comprend donc que Mitterrand et ses amis veuillent sans tarder se renforcer et leur campagne d'adhésions n'a pas d'autre but que de créer une organisation digne de ce nom à partir des vestiges de l'archaïque S.F.I.O. et du succès personnel du candidat de la gauche.

Le P.C. de son côté n'est pas en reste et sa propre campagne d'adhésions signifie qu'il n'entend pas se laisser dépasser sur son propre terrain. Ainsi une course de vitesse s'amorce au sein de la coalition de la gauche, course que le P.C. est très loin d'avoir perdu d'avance, **pourvu que son opération new look soit crédible !**

Il ne faut donc pas s'étonner des développements imprévisibles et parfois spectaculaires que revêtira cette opération new look. Une des dernières initiatives du bureau politique a consisté à recevoir une délégation du **front progressiste** de Dominique Gallet ! **Il ne fait pas de doute, écrit Thierry Pfister dans Le Monde, que dès que l'occasion se présentera, il contribuera de tous ses moyens à favoriser le développement d'une formation de gaullistes d'opposition, et les solidarités de la Résistance peuvent à ce niveau jouer un rôle non négligeable.**

Ainsi, jetés à corps perdu dans la bataille légale, les communistes iront jusqu'au bout et n'épargneront aucun effort pour neutraliser l'hostilité d'une moitié de la population. La dynamique d'une telle opération peut les mener très loin, et l'on sait déjà que les transformations internes du parti sont considérables, que le personnel est en train de se rajeunir et qu'il n'y a plus grand-chose de commun entre les vieux militants disciplinés et les nouveaux venus.

C'en est fini de l'homme au couteau entre les dents. Et ceux qui croient à un danger communiste putschiste appuyé par les chars soviétiques risquent, pris par leurs vieilles obsessions, de rester impuissants face à la montée au pouvoir d'une organisation « social-démocratisée », solidement implantée dans ses municipalités, ses syndicats, et parvenant le plus naturellement du monde au sommet de l'Etat. D'autant plus que le système Giscard en achevant la bipolarisation et la coupure du pays servira de faire valoir à des hommes qui représenteront l'alternative de transformation profonde et non pas illusoire voulue par les couches les plus jeunes de ce pays.

Jacques BLANGY

ec la j.o.c.

Dès lors la J.O.C., par opposition au système Giscard, est contrainte de s'identifier au système Marchais-Mitterrand.

Mais tant que la J.O.C. se contentera de « coller » aux revendications légitimes mais à court terme des ouvriers, elle verra sa contestation récupérée par le parti de gauche qui a l'appareil le plus efficace. A une gestion conservatrice et bureaucratique du système industriel s'opposera une autre gestion tout aussi bureaucratique et guère moins conservatrice.

Réfléchir avec les jocistes sur la racine profonde des aliénations du monde ouvrier, découvrir ensemble un projet de société qui tranche radicalement avec les deux faces capitaliste et marxiste du Janus productiviste, telle est notre ambition.

o.r.t.f. trop ou trop peu

La réformite présidentielle est vraiment tous azimuts. La télévision, « voix de la France » comme disait le défunt président Pompidou, ne pouvait manquer d'y échapper. L'O.R.T.F. va être dissout et remplacé par sept établissements autonomes et concurrentiels dont les présidents seront nommés par l'Etat.

Ce projet ne résout rien. Peut-être la concurrence permettra-t-elle une certaine **rationalisation budgétaire**, encore que la prolifération d'administrations parallèles soit onéreuse et que l'autonomie — assortie d'une distribution automatique de la manne de la redevance — soit en matière de rentabilité moins efficace que la privatisation intégrale !

Mais la question centrale n'est pas posée. **Rien n'est envisagé pour remettre en cause la société du spectacle.** Les établissements « autonomes » resteront des établissements centralisés diffusant des programmes à l'échelle nationale. Leur concurrence les amènera par un paradoxe apparent à **se ressembler toujours davantage.** Déjà, les postes périphériques, loin de chercher à « éduquer » leur public, préfèrent flatter les goûts dominants d'une foule massifiée par le cadre urbain ou l'absence de sociabilité dans ce qui n'est plus qu'une « dissociété ». Dans ces conditions toute station qui chercherait l'originalité serait condamnée à une baisse

alarmante et immédiate du taux d'écoute. Demain, le même phénomène risque de se reproduire dans les stations de l'ex-O.R.T.F.

La solution originale aurait consisté à « **casser** » les **programmes nationaux** et à mettre à l'étude des projets de télévision par câble gérée à l'échelon régional voire de la commune ou du quartier (ce sera demain techniquement possible) par les usagers. Ainsi ceux-ci, de spectateurs seraient redevenus partiellement acteurs. Ainsi la télévision pourrait être un élément de reconstitution d'une culture locale, de revitalisation de cellules sociales actuellement somnolentes.

Mais du même coup elle cesserait d'être véhicule d'une idéologie sous-jacente, celle de la société productiviste, de la souveraineté par procuration, du vedettariat masquant l'absence de vie intérieure. Une telle réforme aurait exigé du temps et de l'énergie car la reconquête d'une citoyenneté concrète suppose une véritable révolution culturelle.

Elle aurait aussi abouti à scier la branche sur laquelle la classe politique est assise. Non, le dernier gagnant du « hit-parade » présidentiel ne peut ni ne veut être l'artisan de la destruction de la société du spectacle.

Paul MAISONBLANCHE

à propos de l'iran

A l'excellent article d'Arnaud Fabre sur l'Iran (1), qui appelle une large approbation de tout public raisonnable, il conviendrait d'ajouter quelques informations complémentaires, quelques esquisses de réponse à certaines questions posées.

A propos de la réforme agraire iranienne, force est de constater qu'il s'agit non seulement de l'une des plus grandes, mais probablement d'une expérience unique au XX^e siècle. La terre a été effectivement distribuée aux paysans sans que l'on assiste à cette occasion au double phénomène que ce partage a si souvent entraîné : la terreur sanglante et la destruction de l'économie. Il y a plus, cette réforme n'a pas été importée de l'étranger : elle a été conçue et exécutée par des Iraniens. Pour la mettre en place le Chah avait choisi un homme d'un rare mérite, le Dr Arsandjani. Nous nous souvenons très bien de son sourire amusé quand il évoquait, pour les lecteurs de la *Nation française* le passage des experts « internationaux » aussi pédants et aussi ruineux que des médecins de Molière. Fort de l'appui du Chah, le Dr Arsandjani appliqua un plan pragmatique, utilisant spontanément l'empirisme organisateur.

Pareille réforme ne put être entreprise qu'en bafouant le pouvoir tyrannique du Majlis (parlement) qui était alors la citadelle des grands féodaux et des représentants des grands intérêts étrangers plus ou moins colonialistes et impérialistes (qu'il s'agit des intérêts russes, anglais, américains, voire même nassériens et allemands). La procédure du référendum de recours direct à l'ensemble du peuple iranien, permit au Chah d'être un Roi moderne, c'est à-dire un Roi qui règne et qui gouverne.

Un Roi moderne, dépositaire des richesses de la tradition agit dans le présent selon les perspectives qui s'ouvrent pour l'avenir. C'est pourquoi il paraît inexact de dire qu'il est méprisant pour l'intelligentsia. Mohamed Réza

Chah a encouragé avec une vigilante insistance l'ouverture de nombreuses universités. Il se fait présenter chaque année les diplômés de toutes les disciplines qu'il tient à saluer personnellement. Les postes de responsabilité dans l'enseignement public, l'administration et l'Etat sont très souvent dévolus à des hommes très jeunes et très compétents. En revanche, il est certain qu'il ne manifeste aucune admiration pour les « blousons dorés » qui vivent dans la nostalgie des désordres passés. Pour lui les jeunes traîtres doivent trouver le sort que méritent les traîtres. Il ne compose guère avec les criminels d'Etat (2). Les admirateurs de Louis XI, de Richelieu, de Louis XIV, pourraient-ils contester semblable règle de gouvernement ?

Pour ce qui est du « modèle de développement américain », l'imitation iranienne n'est pas aveugle. Elle se veut, dans l'élite de la nation, critique et éclectique. Sous l'impulsion de la Reine, le pays redécouvre sa tradition vivante en architecture, en peinture comme dans les arts d'ornementation. Il est sûr toutefois que la « manière de vivre américaine » (3) demeure une très grave menace pour la civilisation iranienne comme pour la française. Il reste qu'en Iran comme en France la monarchie représente seule l'espoir d'en triompher.

PERCEVAL

(1) N.A.F. du 3 juillet 1974.

(2) Le Chah a cependant gracié les promoteurs d'attentats dirigés contre sa vie, en particulier les conjurés du Palais de Marbre en 1966.

(3) Une revue de luxe, anti-iranienne, imprimée sur papier glacé, recrutant parmi les féodaux émigrés, est publiée « librement » aux Etats-Unis sous le titre de *Iran free press* (sic). Elle jouit des faveurs de la C.I.A. et du gauchisme international.

P.S. — L'Emir Bedir Khan vient d'adresser une lettre à M. Giscard d'Estaing. Dans ce message il attire l'attention du Président de la République sur le sort des combattants et des populations kurdes en Irak.

i.p.n. nouveau

BROCHURE

**Bertrand Renouvin :
campagne pour
un projet royaliste**

Tous les textes de la candidature de Bertrand Renouvin pendant les élections présidentielles.

PRIX

1 ex. prix franco : 4 F
5 ex. prix franco : 12 F
10 ex. prix franco : 25 F
30 ex. prix franco : 75 F
50 ex. prix franco : 110 F

TEE-SHIRT

**« Révolution royaliste »
3 tailles - Franco 23 F**

THESE

**Bertrand Renouvin : L'A.F.
devant la question sociale.
360 pages ronéotées
Franco 70 F**

COMMANDES A

**I.P.N.
B.P. 558
75026 Paris Cedex 01
C.C.P. La Source 33 537-41**

pour ne pas bronzer idiot...

CAMP D'AGDE

Du 25 juillet au 9 août, ce camp de propagande royaliste est un camp « ouvert », une base fixe où chacun est libre de se rendre quand il veut et de participer à un certain nombre d'activités depuis les activités classiques de propagande jusqu'à celles qui requièrent plus d'imagination. A Agde l'imagination sera au pouvoir...

Le camp se tiendra au Camping « Mer et Soleil », route de Rochelongue (à 3 km d'Agde Ville vers la plage de Rochelongue sur la droite). Pour toute la durée du camp, il sera demandé une participation de 125 F couvrant l'ensemble des frais généraux du camp, les petits déjeuners, ainsi que 5 repas collectifs les soirs d'animation. Pour les autres repas, les campeurs pourront se procurer sur place vin et nourriture à des prix intéressants. La participation pour les campeurs de passage sera de 10 F par jour.

CAMP DES AUBIERS

Du 1^{er} au 11 septembre il a pour but de donner une formation de base complète pour les nouveaux militants ou de parfaire et d'approfondir cette formation pour les plus anciens. Des méthodes variées (cours, cercles, travaux pratiques, lectures critiques) permettront d'assimiler rapidement les connaissances indispensables tout en conservant un cadre et une ambiance de vacances auxquels nous tenons beaucoup. Il se tiendra en Bretagne près de notre maison de la rue des Aubiers.

Une documentation et des bulletins d'inscription sont à votre disposition.

Le prix du camp a été fixé à 180 F tout compris pour les inscriptions qui nous parviendront avant le 1^{er} août. Il sera de 210 F passée cette date. Nous demandons à tous ceux qui désirent participer à ce camp de ne pas attendre plus longtemps pour nous envoyer leur inscription.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

- désire recevoir une documentation sur les camps de vacances.

- est plus spécialement intéressé par :

- le camp de formation de septembre
- le camp de propagande d'Agde.

A retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

naf "spécial vacances"

Il paraîtra fin juillet sur 16 pages et sera spécialement étudié pour pouvoir être vendu pendant tout le mois d'août.

Chacun de nos lecteurs aura à cœur d'en avoir toujours avec lui quelques exemplaires.

Tarif :

1 ex. :	3 F
5 ex. :	11 F
10 ex. :	20 F
50 ex. :	75 F
100 ex. :	120 F

Passez-nous vos commandes immédiatement afin que nous puissions ajuster au mieux le tirage avec nos besoins.

affiches

Une affiche deux couleurs de format 60 x 80 est disponible.

Elle a été spécialement conçue pour faire connaître l'hebdo et le Projet Royaliste.

Tarif :

10 ex. :	5 F (franco 7 F)
50 ex. :	22 F (franco 28 F)
100 ex. :	42 F (franco 50 F)
500 ex. :	190 F (franco 230 F)

auto-collants

De format 8 x 11 cm cet autocollant est disponible au tarif suivant :

50 ex. :	5 F (franco 6 F)
100 ex. :	8 F (franco 10 F)
500 ex. :	30 F (franco 33 F)

changement

de tarif

le 31 juillet

Des perturbations importantes dans la distribution du courrier ont retardé l'acheminement de nos circulaires de renouvellement d'abonnement. Nous avons donc décidé de surseoir d'un mois au changement de tarif de la N.A.F. Tous nos abonnés ont donc la possibilité de renouveler leur abonnement au tarif actuel et ceci jusqu'au 31 juillet.

D'autre part nous conseillons vivement à nos lecteurs au numéro de souscrire pour les vacances un abonnement spécial (3 mois : 15 F), notre distribution dans les kiosques risquant d'être très perturbée pendant les vacances.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

l'utopie et l'espérance

Dans le Monde, Pierre Vianisson Ponté expose la querelle des frères ennemis. Le torchon brûle entre *Charlie-Hebdo* et la *Gueule Ouverte*. Même société éditrice, mêmes fondateurs, même inspiration d'origine. Et pourtant, quelle empoignade, les amis ! Absurdité, passéisme, catastrophisme : *Charlie* lance l'anathème contre le mensuel écologique. Il faut dire qu'il y a de quoi ! Au nom de la pollution qui menace, et de toutes les catastrophes qui s'annoncent, nos lugubres gueulards s'en vont en guerre contre la science, la grande coupable, la traîtresse assassine. Pensez comme on était heureux sous Cro-magnon, les cavernes, les bisons rôtis, la vie saine au grand air. Le malheur est venu d'avoir voulu violer la nature vierge et troubler la paix édenique des temps archaïques.

Est-ce donc cela l'utopie ? Ce retour aux origines, cette nostalgie des premiers matins ? L'an 01 ? Incontestablement, une des constantes de l'utopie est cette référence au passé, d'autant plus vive que le malaise du présent, la peur du futur inclinent au retour sur soi, au désir d'un passé qui se confond avec l'idée du bonheur. Pourtant, le mot a une acception plus large, moins rigoureuse. Très généralement, il désigne le vœu plus ou moins chimérique d'une cité « autre » : non seulement nostalgie donc, mais aussi millénarisme, aventure vers une terre promise, un paradis futur et non plus passé.

Un ami m'a reproché de m'être contredit à ce propos et d'avoir fait de l'utopie tout à tour un modèle utile à l'imagination politique et une fiction redoutable par sa prétention à l'absolu. Effectivement, elle est contradictoirement l'un et l'autre. Comment se sortir de l'ambiguïté ?

UN MILLENNARISME LAICISE

Je crois en définitive que c'est d'abord en distinguant l'utopie du millénarisme, comme deux catégories d'un même genre. « A l'opposé de l'utopie figée dans son éternel présent, les mouvements millénaristes se caractérisent par une répétition obsessionnelle de l'aventure du Père le peuple juif et sa quête de la terre promise ou l'Apocalypse telle que peuvent la concevoir des hommes frustes. » (1) C'est ainsi que Jean Servier établit la distinction. L'aventure du Père, c'est bien celle sans laquelle le miracle juif n'existe pas, la révolution intellectuelle dont le judéo-christianisme est la source reste incompréhensible.

Voilà l'imagination politique transportée dans l'en-avant et non plus dans l'en-deçà de l'utopie. Mais quelle que soit la valeur de cette distinction, elle est immédiatement relativisée par le fait qu'il n'y aura désormais que fort rarement de pures utopies, le christianisme étant passé par là avec sa pédagogie de l'histoire comme préparation et instauration du royaume. En ce sens, l'utopie de la *Gueule Ouverte* est l'exception qui confirme la règle.

Inversement, le millénarisme laïcité a une propension à se figer dans l'utopie. Faute de cette tension qui impose la foi entre le possible politique et le royaume eschatologique, le ressort du progrès se trouve brisé, le mystérieux levain d'un temps lieu du salut s'est affadi. Et voilà de nouveau la cité idéale, ses règles rigides, son bonheur obligatoire, son destin non tragique. L'indifférence religieuse des

cités radieuses, leur vide métaphysique (Jean Servier).

C'est pourquoi, j'aurai tendance à soutenir ce paradoxe : seul le chrétien (ou le juif, ou le musulman à des degrés divers) est bien dans sa peau de millénariste. Seul, il est à même de garder intact le dynamisme de l'espérance, car seul il sait que cette espérance levain de l'histoire humaine, ne saurait se resaler sur un objectif humain.

L'INTERROGATION DE ROGER GARAUDY

Dans l'*Alternative* de Roger Garaudy, une page, très belle d'ailleurs, s'est trouvée passionnément discutée. Cela en valait la peine. (Mais queiles réactions décevantes la plupart du temps chez les chrétiens !) J'en recopie quelques passages essentiels qui rejoignent directement le fil de cette réflexion.

« La résurrection n'est pas un « fait » au sens positiviste du terme, c'est un acte créateur, cette affirmation de l'impossible par laquelle l'histoire ouvre le futur à tous les possibles. Elle signifie que notre avenir ne peut être rangé dans la série des faits, sur le prolongement des données du passé. Cette entrée du totalement inattendu, sur le prolongement de rien, c'est la prise de conscience que l'homme n'est pas né pour mourir, mais pour commencer. »

Etre chrétien ce n'est pas croire que la résurrection est « réelle » (au sens de l'histoire et de la science positivistes), c'est croire qu'elle est possible. Ce n'est pas insérer la résurrection dans la perspective de l'histoire, c'est percevoir l'histoire dans la perspective de la résurrection... »

Il y aurait beaucoup à dire sur « le fait » et « l'histoire » en leur sens positiviste. Les faits humains ne sont pas des choses, ils ont une intériorité, un sens dont l'herméneutique se préoccupe par-delà les constatations objectives. La résurrection n'est pas seulement un fait objectif, elle n'apparaît qu'aux yeux de la foi. Roger Garaudy paraît trop accorder au modernisme. Mais là n'est pas l'essentiel qui l'occupe et le conduit à s'interroger en définitive sur sa propre foi.

L'essentiel est dans la phrase : « Etre chrétien, c'est percevoir l'histoire dans la perspective de la résurrection. » Dirai-je que cela me paraît fondamentalement juste, mais à condition que la résurrection soit vraiment la résurrection ! L'espérance, l'espérance...

Jacques Ellul est à mon sens l'un des rares à avoir donné une réponse correcte à Garaudy. Réponse implicite d'ailleurs, car elle ne visait pas personnellement l'ancien membre du bureau politique du P. C.

Oui, répond Ellul en substance à Garaudy, à condition de savoir que la résurrection relativise l'histoire tout en la mouvant par l'espérance. Seul le transcendant chrétien permet une relativisation qui ne soit point un effacement : car le transcendant du Dieu de Jésus-Christ est celui du Dieu qui vient dans le relatif et le prend totalement au sérieux... On ne peut accepter de travailler dans le relatif, que si l'on a une raison absolue d'agir, de s'y engager, une raison qui justement n'est pas incluse

dans l'action même. Prendre tout à fait au sérieux le relatif implique un ancrage dans ce qui n'est pas relatif, implique une raison d'être qui n'y est pas absorbée. (2)

LE COURAGE DU REEL

Cette tension maintenue entre le relatif et le transcendant est la seule sauvegarde concevable contre le totalitarisme. Dès lors que la tension est résorbée, que le relatif devient l'absolu, l'histoire devient l'histoire sainte. Tout rentre, le moindre événement, le moindre caprice du tyran, dans la dialectique rigide d'un devenir implacable de l'humanité. Ellul donne l'exemple particulièrement frappant et actuel du maoïsme. La révolution culturelle s'est ainsi faite pour atteindre des objectifs que Mao était sûrement le premier à reconnaître comme terriblement relatifs : la suppression de la rigidité bureaucratique, l'abaissement de l'homme par l'économisme, la technocratie, etc. Mais la révolution culturelle c'est précisément l'absolutisation qui provoque la passion aveugle, l'intransigence totale, et en définitive la méthode du moule, la conformisation psychologique et idéologique forcenée. Toute guerre, toute révolution, impliquent que le peuple croie à l'absolu. Mais sitôt que l'on croit à l'absolu, alors massacres, exploitations, oppressions, tortures, camps de concentration suivent aussitôt. Du moins, lorsque l'absolu se confond avec le relatif, lorsque l'homme ou l'humanité se veulent en voie de divinisation.

Il faut noter ici qu'une certaine idée de la chrétienté qui méconnaît cette distance, cette impossible résorption, n'échappe pas à l'aberration, au totalitarisme forcenée. Il suffit de songer à ce qui peut se passer au Chili, ou à ce qui a pu se passer lors de la « croisade espagnole », selon le témoignage de Georges Bernanos. Ces massacres accomplis au nom du Christ, dans les grands cimetières sous la lune, et où les aumôniers administrant les condamnés à la chaîne, obtenaient quatre-vingt-dix pour cent de « réussites » ! Le fascisme « chrétien » n'est pas un mythe.

Nous sommes loin du Dieu-Amour, et du pauvre qui meurt dans la totale déréliction ! Loin de l'espérance.

Cette espérance qui toujours introduit l'insertion de l'ouverture, de la brèche, de l'hétéronomie, de l'incertitude, de la question au sein d'une tranquillité qui se pare du prestige de l'ordre, mais qui n'en est que le masque odieux. L'utopie, à l'inverse, puisqu'elle est l'ordre parfait, refuse toute contestation par principe.

Espérance qui, aussi et enfin, contredit l'utopie, en ce sens qu'elle seule donne le courage du réel. Sans espérance, il faut dire que souvent le réel est insoutenable, et que la tentation consiste alors à se réfugier dans le rêve ou à se réclamer d'un « idéal ». Mais l'idéal est ce qui ne peut qu'être mensonge. Le refus du mensonge n'est possible que par un plus grand courage, le sentiment invincible qu'en nos tâches humbles se cache un poids d'éternité, invisible aux méthodes objectives.

Gérard LECLERC

(1) Jean Servier, *histoire de l'utopie*, idées nrf.
(2) Jacques Ellul, *l'espérance oubliée*, Gallimard.